

« FERMEZ LES JAMBES ET OUVREZ LES CAHIERS »¹ : LA PRIORISATION DE L'ABSTINENCE CHEZ DES ADOLESCENTS À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE PAR DES ACTEURS DU PROGRAMME DE SSRAJ (SOUBRÉ-CÔTE D'IVOIRE)

N'GUESSAN Adjoua Pamela
Enseignante chercheuse
Département de sociologie et d'anthropologie
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Résumé

La prégnance des normes sociales et culturelles sur les prestataires des domaines éducatifs et sanitaires intervenant dans le programme Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes (SSRAJ), notamment le tabou de la sexualité, constitue une barrière à la diffusion des messages d'éducation sexuelle malgré l'activité sexuelle des adolescents et jeunes. Dans cette recherche qualitative, les données ont été recueillies à l'aide d'un guide d'entretien semi-directif et d'une grille d'observation. Elle a été réalisée auprès de 30 prestataires du programme SSSRAJ notamment ceux qui travaillent dans le district sanitaire de Soubré. Les théories utilisées pour l'analyse des données sont celles des perceptions sociales ainsi que la reproduction sociale et culturelle de Pierre Bourdieu. Il résulte de cette étude que ces prestataires pour la plupart prônent de manière systématique l'abstinence, même à des bénéficiaires qui sont déjà actifs sexuellement. Ces personnes, qui servent d'interface pour ce programme, ont des représentations de la sexualité des adolescents et jeunes ainsi que des pratiques qui impactent la qualité de leurs interventions et des services qu'ils proposent. Ces adolescents et jeunes face à ces services empreints de moralisation et de tabou se retrouvent à utiliser des voies comme les amis et les NTIC pour combler les besoins liés à leur sexualité.

Mots-clés : programme SSRAJ, Adolescentes, Adolescents et jeunes, abstinence, SSSU-AJ, sexualité.

“Close your legs and open your notebooks”: the prioritization of abstinence among teenagers in the digital era by actors in the SSRAJ Program (Soubré-Ivory Coast)

Abstract

The influence of social and cultural norms on service providers in the educational and health fields involved in the *Santé Sexuelle et Reproductive- Adolescents et Jeunes* (SSRAJ) program, in particular the taboo of sexuality, constitutes a barrier to the dissemination of sex education messages. Despite the sexual activity of adolescents and young people. In this qualitative research, data was collected using a semi-directive interview guide and an observation grid. It was carried out with 30 service providers of the SSRAJ program, in particular those who work in the health district of Soubré. The theories used for the data analysis are those of social perceptions as well as the social and cultural reproduction of Pierre Bourdieu. It appears from this study that these providers for the most part systematically advocate abstinence, even to beneficiaries who are already sexually active. These people who serve as an interface for this program have representations of the sexuality of adolescents and young people as well as practices that impact the quality of their interventions and the services they offer. These adolescents and young people, faced with these services imbued with moralization and taboo, find themselves using channels such as friends and NICT to meet the needs related to their sexuality.

Keywords: program SSRAJ, Teenage girls, Teenagers and young people, abstinence, SSSU-AJ, sexuality.

¹ Propos recueillis auprès d'un enquêté. C'est aussi le slogan de la campagne « zéro grossesse en milieu scolaire » initié par l'état ivoirien en 2014.

“Cierra las piernas y abre los cuadernos”: la priorización de la abstinencia entre los adolescentes en la era digital por los actores del programa SSRAJ (Soubré-Costa de Marfil)

Resumen

La influencia de las normas sociales y culturales en los prestadores de servicios en los campos educativo y de salud involucrados en el programa *Santé Sexuelle et Reproductive- Adolescents et Jeunes* (SSRAJ), en particular el tabú de la sexualidad, constituye una barrera para la difusión de mensajes de educación sexual a pesar de la actividad sexual de los adolescentes y jóvenes. En esta investigación cualitativa, los datos fueron recolectados utilizando una guía de entrevista semi-directiva y una cuadrícula de observación. Fue realizado con 30 prestadores de servicios del programa SSRAJ, en particular los que actúan en el distrito de salud de Soubré. Las teorías utilizadas para el análisis de datos son las de las percepciones sociales así como la reproducción social y cultural de Pierre Bourdieu. A partir de este estudio, parece que estos proveedores, en su mayor parte, abogan sistemáticamente por la abstinencia, incluso para los beneficiarios que ya están sexualmente activos. Estas personas que sirven de interfaz para este programa tienen representaciones de la sexualidad de los adolescentes y jóvenes, así como prácticas que impactan en la calidad de sus intervenciones y los servicios que ofrecen. Estos adolescentes y jóvenes, ante estos servicios marcados por la moralización y el tabú, se encuentran utilizando canales como los amigos y las NTIC para atender las necesidades relacionadas con su sexualidad.

Palabras clave: programa SSRAJ, niñas adolescentes, adolescentes y jóvenes, abstinencia, SSSU-AJ, sexualidad.

Introduction

Le débat sur la sexualité des adolescents, adolescentes et jeunes scolarisés demeure et reprend de plus belle en Côte d’Ivoire avec la survenue en 2023 de la recrudescence des grossesses en milieu scolaire. Le Conseil National des Droits de l’Homme (CNDH) a documenté sur la période allant de septembre 2022 à avril 2023, trois mille cinq cent quatre-vingt-huit (3588) cas de grossesses en cours de scolarité en Côte d’Ivoire, soit une hausse de 5% par rapport à l’année précédente. Pour l’année 2020, les données recueillies auprès de la direction du Programme National de la Santé Scolaire Universitaire-Santé Adolescents et Jeunes (PNSSU-SAJ) faisait état de 3562 cas de grossesses et de 9767 cas d’Infections Sexuellement Transmissibles (IST) recensées par les Service de Santé Scolaire et Universitaire-Santé Adolescents et Jeunes (SSSU-AJ). Le district sanitaire de Soubré enregistrerait 305 cas de grossesses et 412 de cas d’IST.²

Or, depuis le 16 septembre 2013, face au nombre pléthorique de grossesses en milieu scolaire (plus de 5076 cas ont été enregistrées en milieu scolaire en 2012-2013), l’Etat ivoirien a mis en place le programme « Zéro grossesse en milieu scolaire » afin de réduire les

² Sources : Données recueillies auprès du PNSSU-SAJ, 2020

grossesses précoces. Les bénéficiaires étant âgés de 10 à 24 ans. Ce programme qui réunit le Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation Professionnelle a pris l'engagement de mobiliser toute la communauté éducative et toute la nation pour faire reculer le grave fléau des grossesses chez les jeunes filles scolarisées, dans ladite campagne (Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Enseignement Technique, UNFPA, 2013). Initialement prévu pour la période de 2013, ce programme de réduction des grossesses en milieu scolaire se poursuit à ce jour. Malgré son exécution, qui réunit en son sein les institutions scolaires et la mise en place des structures sanitaires dédiées à la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et Jeunes (SSRAJ), les Service de Santé Scolaire et Universitaire-Santé Adolescents et Jeunes (SSSU-AJ), les chiffres du CNDH montrent que ce phénomène perdure et qu'il se pérennise. Cette prévalence de grossesses montre aussi une activité sexuelle chez ces adolescents et jeunes contrastant avec un faible niveau de prévalence contraceptive. La persistance de cas de Grossesses Non Désirées (GND) révèle une activité sexuelle non protégée chez ce groupe d'âge. Plusieurs études dont celles réalisées par F. Akindes, (2016) et A. Guillaume, (2005) font ressortir que les jeunes filles de 15 à 19 ans ont des difficultés de négociation avec leurs partenaires pour l'utilisation des contraceptifs pendant les rapports sexuels.

Étant donné la réalité du phénomène des GND, la mise en œuvre des programmes pour la promotion des droits sexuels et reproductifs dédiés aux adolescents et aux jeunes, apparaît comme appropriée et indispensable. Tout ce qui précède justifie la pertinence d'une offre de programmes en lien avec la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et de services dédiés à la SSRAJ. Cependant, on constate que malgré la pertinence de ce programme, des contradictions sont constatées dans la manière dont il est délivré. L'une des contradictions identifiées se situe au niveau des tensions structurelles entre les objectifs du projet et les valeurs qui les fondent ainsi que les valeurs des médiateurs sociaux que sont les acteurs impliqués dans la mise en œuvre de ce programme. Cette étude, réalisée dans le district sanitaire de Soubré, a permis de comprendre l'attitude et les valeurs autour desquelles se construisent les services et les messages dédiés aux adolescents et aux jeunes chez des prestataires chargés de l'exécution du programme SSRAJ. Ces valeurs pouvant constituer des facteurs de pérennisation de ce phénomène. Cette recherche a été effectuée auprès des acteurs des domaines sanitaires et éducatifs qui travaillent dans le programme de SSRAJ dans le district sanitaire de Soubré.

1. Méthodologie de la recherche

Cette étude s'est déroulée dans la région de la Nawa, dans le district sanitaire de Soubré, en juillet 2020. Ce district sanitaire a été choisi comme le champ de l'étude parce qu'elle constitue une zone d'intervention de l'État dans le cadre de programmes et de projets SSRAJ. Mais aussi parce que les données recueillies auprès du PNSSU-SAJ en 2020, montrent une prépondérance et une persistance de cas de GND et d'IST chez les élèves dans cette ville.

L'échantillon a été déterminé par choix raisonné jusqu'à saturation. La saturation s'est produite lorsque nous avons constaté que les interviewés ne donnaient plus de données nouveaux et/ou n'ayant pas été répertoriés au 22^{ème} entretien semi-direct. Cette enquête qualitative a été menée auprès de 30 personnes travaillant dans le domaine de la SSRAJ dans le district sanitaire de Soubré. Ce district est composé des localités de Soubré, Buyo et Méagui. Nous y avons interrogé plusieurs catégories d'acteurs qui interagissent dans ce programme sur le volet éducatif et sanitaire. Dans le domaine sanitaire, ce sont des personnes qui travaillent au niveau des SSSU-SAJ dans les villes de Soubré, Buyo et Méagui. Pour le volet éducatif, ce sont les personnes travaillant dans des institutions scolaires qui interviennent dans le cadre du projet « Zéro grossesse en milieu scolaire » dans les mêmes localités. Le récapitulatif des acteurs interrogés donne le tableau suivant :

Tableau I : Récapitulatif des groupes de personnes enquêtées

| Domaine | Education | | Sanitaire | | | Total |
|---------|---------------------------|-----------------------------|-----------|--------------|---------------------------|-------|
| Groupe | Educateurs et éducatrices | Enseignants et enseignantes | Médecins | Sages-femmes | Infirmiers et infirmières | 30 |
| Nombre | 06 | 07 | 05 | 06 | 07 | |
| Total | 13 | | 17 | | | 30 |

Sources : Données recueillies lors de l'enquête, 2020.

La collecte des données a été réalisée à l'aide d'un guide d'entretien semi-directif et d'une grille d'analyse. Le traitement des données a été fait grâce à la méthode de l'analyse de contenu. Cette technique a permis une analyse thématique en sélectionnant les thèmes qu'il contient, pour constituer les verbatims par thème et faire une analyse des différentes thématiques choisies. C'est un ensemble d'instruments méthodologiques s'appliquant à des discours extrêmement diversifiés, et fondés sur la déduction ainsi que l'inférence.

L'analyse des données, quant à elle, a été effectuée à l'aide de la théorie de Pierre Bourdieu (1962, 1994) sur la reproduction culturelle et sociale et celle des perceptions sociales. Concernant la théorie de la reproduction sociale, nous partons du postulat selon lequel les institutions sanitaires et éducatives fonctionnent pour les enquêtées comme des voies de

reproduction des valeurs et des normes socialement, culturellement et/ou religieusement acquises. La théorie de la perception sociale permet une construction sociale de la réalité. Pour ces prestataires, cette construction dévoile un déni de la sexualité des adolescents, des adolescentes et des jeunes. Par une norme de l'appréhension sélective, ils voient dans les bénéficiaires du programme des enfants pas encore mature pour la sexualité. Ils assimilent les bénéficiaires à leurs propres enfants. D'où le choix de la théorie de la perception plus précisément le postulat de Turner dans une approche fondationnaliste (A. Friedman, 2019).

2. Résultats de l'étude

2.1. « Fermez les jambes et ouvrez les cahiers »³ : La priorisation décalée de l'abstinence

Le programme « Zéro grossesse en milieu scolaire » devait constituer un levier de promotion de changement social à travers de nouveaux comportements des bénéficiaires. Il devait aussi favoriser un environnement plus propice à la DSSRAJ. Pourtant, il est limité, dans son exécution par la représentation qu'ont les prestataires de la sexualité des bénéficiaires de 10 à 24 ans. Ils prônent de manière systématique l'abstinence en dépit de l'activité sexuelle constatée chez les bénéficiaires. En effet, sans tenir compte du statut sexuel des bénéficiaires, 25 des enquêtés, soit 83% préconisent l'abstinence « à tout prix ». Le verbatim qui suit traduit cette conception :

Bon, côté garçon, on leur dit que pratiquer le sexe, c'est normal. Vous êtes dans la fleur de l'âge, c'est normal mais utilisé des préservatifs. Maintenant, les filles, on leur dit que c'est bien, mais si tu pratiques le sexe cela peut aboutir à une grossesse précoce et tu peux arrêter tes études. Donc le mieux, soit on vous met sous les méthodes ou bien vous pratiquez l'abstinence. Mais la plupart des jeunes filles disent qu'elles ne peuvent pas se mettre sous contraception. Donc on leur conseille l'abstinence. (Propos Infirmier 1, SSSU-SAJ 3)

Ces personnes qui devaient être à l'origine de changement de comportement de la part des bénéficiaires, et qui constatent une activité sexuelle chez ce groupe d'âge de 10 à 24 ans, continue de prôner l'abstinence à des adolescents, à des adolescentes et à des jeunes qu'ils savent déjà actifs sexuellement. Ces pesanteurs de relation d'aïnesse et intergénérationnelle sont discriminatoires et génèrent des inégalités. L'assignation dans des positions de dominés socialement construites limite la possibilité pour ces bénéficiaires d'accéder à des Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive (DSSR) appropriés et contrarie le programme SSRAJ initié par le gouvernement ivoirien. Les adolescents et les jeunes n'accèdent pas toujours à des réponses justes et adaptées à leurs préoccupations à cause du volet moralisateur du discours des

³ Propos recueillis auprès d'un enquêté. C'est aussi le slogan de la campagne « zéro grossesse en milieu scolaire » initié par l'état ivoirien en 2014.

prestataires. Mais en plus, loin d'empêcher ces adolescents d'avoir une activité sexuelle, cela les met dans une posture de vulnérabilité comme l'explique le verbatim suivant :

Et à Man, une jeune fille de 12 ans qui voulait des contraceptifs a été mal reçue comme ça, mais elle n'est pas retournée à la maison, elle a attendu. Et quand le gars (l'infirmier) a fini, il regarde la fille est encore-là et elle vient vers lui et c'est là, il se rend compte, mais cette fille, je lui ai dit de partir. Elle n'est pas partie. Il faut que je l'écoute et la fille lui a dit : tonton, je suis venue te voir parce que je ne veux plus tomber enceinte, j'ai déjà fait deux avortements. Ça veut dire qu'elle est allée au carrefour de la mort deux fois et c'est maintenant, il va se rendre compte qu'il a commis une grosse erreur. (Acteur éducatif 3).

La logique qui emmène les enquêtés à proposer de manière systématique l'abstinence aux adolescents et jeunes tient compte des valeurs prônées par ces personnes et du fait qu'ils se substituent aux parents des bénéficiaires des programmes. En effet, compte tenu des normes sociales construites de manière culturelles, traditionnelles ou encore religieuses, ils calquent leurs missions de changement social sur des préceptes rigides qui ne reproduisent pas la réalité sexuelle des adolescents, des adolescentes et des jeunes. Or, l'objectif de ce programme est de fournir à ces bénéficiaires une plus grande capacité de prise de décisions en ce qui concerne leur sexualité mais aussi de leur permettre d'accéder à des réseaux d'informations adéquats. Si tel n'est pas le cas, comme l'ont signifié certains des enquêtés, les adolescentes, adolescents et jeunes se tournent vers d'autres voies d'informations sur la sexualité : « mais actuellement là, avec les médias là, même si tu ne parles pas de ça à l'enfant, (...) il va aller apprendre ça ailleurs. » (Propos de Sage-femme 3, CSR 3)

2.2 Des voies alternatives d'accès à l'information sur la sexualité qui concurrencent les objectifs des programmes SSRAJ

Face à la difficulté des adolescents et jeunes à avoir accès à des informations en lien avec la SSRAJ, ces derniers procèdent par des contournements afin d'y parvenir. Ce point de vue est justifié par les propos des prestataires impliqués dans ce programme qui attestent que les adolescentes, adolescents et les jeunes ont très souvent recours à d'autres voies, à savoir les NTIC, les médias sociaux, les réseaux sociaux et les connaissances.

2.2.1. La recherche d'informations via les NTIC et médias sociaux

Selon les prestataires, si en amont, la conception de la sexualité demeure comme un sujet tabou pour eux, en aval, il occasionnerait la recherche d'informations à travers d'autres canaux par les adolescentes, les adolescents et les jeunes. Selon 27 enquêtés, soit 90%, les adolescents

et les jeunes auraient recours aux NTIC et aux réseaux sociaux pour accéder aux informations en rapport avec la sexualité.

J'aimerais dire que le programme sur les GND est bienvenu quand même hein parce qu'aujourd'hui, la télévision nous montre tellement de choses que c'est important. (...) Les médias sont là pour détruire tous les conseils qu'on donne. Aujourd'hui le portable, quand vous voyez des élèves regroupés avec un portable, ce n'est pas un cours qu'ils sont en train de réviser hein, ils regardent le sexe. (Point focal 1, lycée et collège).

Les adolescentes, les adolescents et les jeunes utilisent fréquemment les réseaux sociaux et les médias (radio, télévision, journaux). Ces médias et NTIC sont efficaces pour informer et influencer leur éducation surtout au niveau de la sexualité. Bien que ces outils de communication peuvent influencer sur les normes sociales et permettre d'amorcer des changements de comportement, ils peuvent en revanche être à l'origine d'une désinformation ou de mauvaises informations surtout pour les 10 à 24 ans qui ne savent pas toujours faire le tri parmi toutes les informations auxquelles ils/elles ont accès. En effet, ces messages et informations peuvent ne pas être adaptés parce qu'ils ne sont pas différenciés (selon le sexe, l'âge, l'activité sexuelle). S'ils ne sont pas catégorisés, ils peuvent constituer une source préjudiciable pour des sous-groupes de bénéficiaires puisqu'ils peuvent être entendus par toutes et tous sans distinction. Le recours aux médias et NTIC comme source d'information rapide présente d'autres limites que sont le manque d'interaction et souvent l'impossibilité de pouvoir poser des questions.

Les enquêtés expriment leurs inquiétudes, voire des jugements d'ordre moral, vis-à-vis de ce moyen d'accès à des sources d'information de nature et de qualité très diverses, dont la pornographie fait partie intégrante. Du fait qu'il échappe au contrôle parental, il constituerait selon eux/elles, un facteur déstabilisant pour les professionnels de l'éducation sexuelle.

Et au jour d'aujourd'hui, le sexe ne doit pas être un sujet tabou tant à la maison qu'à l'école. Si à la maison, ils n'ont pas pu parler, à l'école, on doit pouvoir lui parler sur ce qui arrive demain pour qu'elle puisse prendre leurs précautions au moment opportun. Les messages et surtout les mauvais messages avec les réseaux sociaux et autres, parce qu'actuellement, les réseaux sociaux donnent de mauvais messages. Donc, il faut les informer pour qu'elles (les filles) puissent discerner le bon du mauvais pour qu'elles puissent continuer leurs études. (Médecin SSSU-SAJ 3).

Avec la vulgarisation de l'accès à Internet, ceux-ci peuvent librement consulter des sites traitant de sexualité pour trouver des réponses à leurs préoccupations. Ils/elles obtiennent ainsi un lot important d'informations sur la sexualité qu'ils ne sont pas, la plupart du temps, en mesure de traiter de façon adéquate d'une part, et que les parents ignorent d'autre part. Malgré cette ruée des adolescents et jeunes vers les médias pour rechercher des informations sur la sexualité, les messages véhiculés par ces modes de transmission peuvent leur être préjudiciable.

Ils peuvent contenir des informations erronées ou encore inadaptées pour leur âge. Les échanges entre pairs seraient une autre source d'information pour l'éducation sexuelle des adolescentes, adolescents et jeunes soulignée par les acteurs travaillant sur ce programme.

2.2.2 La recherche d'informations via les réseaux d'amis et de connaissances

Outre l'accès aux NTICS et aux médias sociaux, les jeunes ont recours à leurs différents réseaux d'amis et de connaissances pour obtenir des informations sur la sexualité. À l'intérieur de ces réseaux, le partage d'expériences et la transmission de rumeurs constitueraient selon les enquêtés, des moyens privilégiés de s'informer et d'apprendre. L'existence de ce canal, même s'il n'est pas le plus fiable, est connue des parents et 28 enquêtés, soit 93% d'entre eux estiment qu'il constituerait pour les adolescents et les jeunes la voie la plus utilisée pour s'informer en matière de sexualité : « Mais les choses ont évolué. Ce que tu ne peux pas dire à ton enfant, quelqu'un d'autre va lui dire ça dehors. Donc c'est mieux tu vas lui dire ça en même. C'est tout. Quand tu vois ses agissements même, tu sais déjà de quoi il s'agit en même temps. (Médecin SSSU-SAJ 3). »

La formation et l'éducation à la sexualité par les pairs sont des méthodes qui sont très utilisées pour la sensibilisation des jeunes par les jeunes. Des personnes évoluant dans les mêmes sphères éducationnelles et étant de la même génération ont plus d'affinité et de conformité pour transmettre des messages visant à changer des préjugés reçus sur les méthodes contraceptives ou encore sur la fréquentation des centres dédiés aux adolescentes, adolescents et aux jeunes. Ils sont plus à même de faire changer les comportements et l'attitude de leurs semblables. Mais la transmission de ces messages et informations doit se faire soit en collaboration avec des adultes formés à cet effet. En effet, ils doivent recevoir une aide adéquate afin de faire le tri entre les mauvaises et les bonnes informations. La collaboration avec des adultes travaillant dans ce domaine est plus susceptible de donner de meilleurs résultats que l'un et l'autre séparément. Pour ce faire, en Côte d'Ivoire, il y a la création de clubs de santé dans les établissements scolaires. Ceux-ci travaillent en étroite collaboration avec les SSSU-SAJ et/ou des éducateurs ou des enseignants choisis comme points focaux. L'éducation en matière de sexualité par les pairs est une des voies préconisées dans le cadre de programmes sur l'éducation sexuelle des adolescentes, adolescents et jeunes. De nombreuses ONG et des programmes étatiques y ont recours (UNFPA, Equilibres & Populations, 2014, p.26).

Mais, il est primordial que les pairs aient des formations, des informations et des messages appropriés et adéquats à transmettre à leurs semblables. La plupart des adolescents,

adolescentes et jeunes n'ont pas d'expérience pour parler de l'éducation sexuelle, car ils sont eux-mêmes, très souvent demandeurs d'éducation et d'informations sur la sexualité. De plus, les stratégies de l'éducation par les pairs, pour un changement de comportement et une intervention adéquate dans le domaine de l'éducation sexuelle, connaissent des limites. En effet, il a été formellement établi qu'une combinaison de cours en classe et d'éducation par les pairs est plus efficace que chacune de ces deux méthodes prises séparément. Il existe donc une complémentarité entre L'éducation par les pairs, l'enseignement et l'information dispensée par les adultes (UNFPA, Equilibres & Populations, 2014, pp.26-27).

À partir du moment où il existe un manque à combler au niveau de l'éducation sexuelle ou des DSSRAJ, les amis et les réseaux de connaissance constituent une voie, un moyen de combler cette carence. Mais il faut dans ce cas que ces adolescentes, adolescents et jeunes aient la capacité de connaître leurs limites et de savoir référencer ou orienter leurs amis vers des structures ou personnes référentes qui peuvent prendre le relais. Loin du discours moralisateurs ou hyper-normatifs des aînés, ils/elles sont des acteurs de changement social dans la mesure où leurs messages même erronés partent dans le sens de la déconstruction de certains stéréotypes, préjugés ou normes sociales.

3. Discussion

Les adolescentes, les adolescents et les jeunes sont confrontés à une activité sexuelle hors du cadre socialement reconnu qui est l'union. Les rapports sexuels hors des cadres nuptiaux sont de plus en plus fréquents à cette étape de la vie. Les personnes issues de ce groupe d'âge sont pour la plupart demandeuses d'informations dans le domaine de la sexualité. La mise en place de programmes et services en lien avec la SSRAJ devait initialement aider à résoudre ces besoins. Mais bien que l'état ivoirien ait mobilisé des services et des offres prenant en compte les spécificités des personnes âgées de 10 à 24 ans, beaucoup d'efforts restent à faire pour combler les attentes en SSRAJ. En effet, face aux besoins de connaissance des adolescents, adolescentes et jeunes, cette catégorie se trouve confrontée aux tabous sociétaux qui empêchent les adultes de parler de sexualité aux plus jeunes.

Les adolescentes, adolescents et jeunes sont en demande constante de savoir en ce qui concerne leur éducation à la sexualité auprès des parents, de l'école et des enseignants, mais ils ne peuvent assouvir la plupart du temps cette quête auprès de ces personnes en raison des normes sociales, traditionnelles, religieuses et culturelles. Ce manque dans l'éducation sexuelle peut être comblé par les pairs et les NTIC. Cependant, des risques existent quant à l'exactitude,

la véracité ou l'appropriation des informations qu'ils partagent. Or, ces acteurs spécialisés dans des domaines sanitaires et éducatifs, qui sont censés être les interfaces de ce programme SSRAJ, mettent en exergue des mécanismes de productions, de reproductions et de perpétuations sociales qui constituent des difficultés dans son exécution et entravent sa bonne marche. Car, les barrières et les contraintes socio-culturelles, traditionnelles et religieuses sont autant de normes sociales auxquelles le programme SSRAJ se heurte. Ce déni de la sexualité de cette catégorie d'âge est une entrave à l'exécution de ce programme. Cette perception infantilisée des adolescents, adolescentes et des jeunes dans leur sexualité, a aussi été décrié par Vodienan et al., (2012). En effet, dans une étude sur la sexualité des jeunes congolais, l'auteur a confirmé cette conception :

[...] dans l'optique de l'identification des contenus et d'approches d'interventions innovantes au sujet de leur santé sexuelle et de la reproduction, les jeunes doivent être considérés comme des acteurs sociaux capables d'orienter le processus, et non comme des objets incapables de décisions et d'action, ou de simples bénéficiaires des programmes préconçus pour eux par des adultes. (G. N. Vodienan et al., 2012, p.413).

De ce fait, la mobilisation d'acteurs et d'actrices clés dans l'élaboration et l'exécution des programmes SSRAJ induit de travailler différemment. En effet, ce qui est primordial ce n'est pas la qualification des acteurs impliqués, ni la connaissance des programmes en lien avec la SSRAJ, mais l'acceptation et la connaissance des besoins spécifiques aux adolescentes, adolescents et jeunes. Les formations que reçoivent les acteurs travaillant dans la SSRAJ ont pour but de leur donner les capacités à instaurer un dialogue fondé sur la confiance des bénéficiaires et la compréhension de leurs besoins. Subséquemment, le programme a privilégié le recrutement ainsi que la formation des prestataires et des acteurs institutionnels impliqués. Cet accompagnement théorique et opérationnel a pour but de leur faire acquérir une bonne connaissance des objectifs et des activités prévues, ainsi que la maîtrise des méthodes contraceptives. De ce fait, étant au cœur du dispositif, ils/elles jouent également un rôle de pivot en assurant l'interface des ONG et institutions étatiques chargées de la mise en œuvre du programme et des projets SSRAJ. Or, leur faible adhésion aux programmes de SSRAJ, expliqué par une représentation encore « traditionnelle » de la sexualité des bénéficiaires, génère des pratiques professionnelles qui tendent quelques fois vers un rejet de l'implantation des DSSR pour cette tranche de la population. R. Cissé et al (2017) abondent dans le même sens dans la mesure où, ils estiment que les obstacles culturels tels que la stigmatisation sociale des adolescentes, des adolescents et des jeunes sont des facteurs qui inhibent l'accès aux services spécialisés pour leur éducation sexuelle. Ces auteurs soutiennent en substance que :

Les adolescentes, mariées ou non, ont toujours des difficultés à recourir aux services de planification familiale afin de bénéficier des méthodes contraceptives modernes. Ces difficultés relèvent la plupart du temps de la recherche de l'anonymat, mais surtout du mauvais accueil que leur réservent les prestataires de ces services. Les adolescents expriment l'envie de bénéficier d'une éducation sexuelle et d'avoir un répondant avec qui parler des problèmes sexuels, mais dans le respect de la confidentialité. (R. Cissé et al, 2017, p.17).

Dans cette perspective de permettre aux adolescents et aux jeunes d'avoir accès à des services adéquats et adaptés à leurs besoins, loin des discours moralisateurs, il serait approprié comme le souligne cette étude de l'UNFPA, *Equilibres & Populations* (2014) de faire « une discrimination positive ». Cela consiste à recruter des personnes plus à même de se départir de toutes ces considérations culturelles, religieuses, traditionnelles et sociales qui constituent un frein à la bonne marche des programmes en lien avec la SSRAJ. « Dans les centres de santé, tout comme dans les centres jeunes, la « discrimination positive » pourrait être pensée, afin que les jeunes filles consultent un personnel de santé féminin et jeune » (UNFPA, *Equilibres & Populations*, 2014, p.35).

La perception de ces acteurs, de la sexualité des adolescents et jeunes donne lieu à des préjugés qui sont autant de valeurs socio-culturelles, traditionnelles ou religieuses, qui limitent l'offre et les services en lien avec SSRAJ. Pourtant, comme le souligne R. Cissé et al. (2017), « On note que l'idéologie qui entoure le discours sur les adolescents est constamment en décalage avec les pratiques les concernant. Ce que le discours dominant attend d'eux ne correspond pas toujours aux pratiques sociales effectives et aux aspirations. » (R. Cissé et al., 2017, p.23). Car, malgré l'existence de ces obstacles, l'activité sexuelle des adolescents et jeunes continue de se perpétuer d'où la nécessité de promouvoir les droits sexuels et reproductifs de cette catégorie sociale. La prise en compte des DSSRAJ induit une remise en cause et la lutte contre ce principe du déni de l'activité sexuelle de ce groupe d'âge par les acteurs impliqués dans ces programmes. Car ils se trouvent être des acteurs majeurs de la prise de décision dans le choix des méthodes contraceptives au niveau du cadre légal. Mais plus encore, loin de la transmission de valeurs dites culturelles ou traditionnelles, la société africaine en général et celle ivoirienne en particulier n'est plus exclusivement soumise à un modèle dit « traditionnel ».

En effet, en Afrique, l'enfant et l'adolescent doivent encore se déterminer par rapport à leur culture d'origine (que certaines méthodes éducatives peuvent pérenniser au sein de la famille) et aux exigences d'une modernité aux contours souvent mal définis. (...) Seulement, il n'y a pas de mutations sans souffrance car « ... Il est dangereux d'exister à travers deux cultures; la folie n'est pas loin ». (M. Menick, 2016, p.42).

Les enfants se retrouvent donc entre modernisme et traditionalisme ce qui les expose à deux types d'éducation à la sexualité. Ce modèle hybride reste donc problématique pour eux.

Conclusion

La non-adhésion des acteurs du domaine éducatif et sanitaire dans la mise en œuvre du programme SSRAJ initié par l'état ivoirien freine l'atteinte de ses objectifs et la réponse aux besoins des adolescentes, des adolescents et des jeunes en la matière. Arc-boutés sur des valeurs socio-culturelles et religieuses, ces spécialistes créent des résistances passives et actives à l'atteinte des missions du programme en prônant l'abstinence aux adolescentes, adolescents et jeunes de manière systématique. Cette catégorie sociale, pour combler leurs besoins en matière de sexualité, se tourne vers d'autres sources de connaissances que sont les pairs, les médias et les NTIC. Or, ces voies ne sont pas les plus fiables et les plus adaptées pour répondre aux besoins de cette population.

Cette situation de déni de la sexualité de cette tranche d'âge est un facteur limitant les objectifs de ce programme qui est de permettre à ces derniers d'adopter des comportements appropriés dans leur sexualité afin de restreindre les GND et les IST. Ce programme doit aussi être un vecteur d'appropriation des DSSR par cette classe d'âge. Cette perception des acteurs clés de la SSRAJ sur l'activité sexuelle des adolescentes, des adolescents et des jeunes a un impact négatif sur leur changement de comportement en la matière. Car leur position d'interface du programme et de relais pour la diffusion des DSSR doit être dénuée de discriminations et de pratiques coercitives vis-à-vis des bénéficiaires. Le tabou de la sexualité qui sous-tend la diffusion de services appropriés n'empêche pourtant pas la perpétuation de leur sexualité comme le montre les chiffres des GND dans l'institution scolaire ivoirien.

En outre, le concept de culture africaine, de religion tels que utilisés dans le domaine de l'éducation à la sexualité des adolescentes, des adolescents et des jeunes par ces prestataires sont plus des prétextes pour perpétuer des rapports de pouvoirs préexistants dans les sociétés ouest-africaines et maintenir des rapports intergénérationnels qui permettaient aux aînés de décider de la vie sexuelle de leurs enfants à travers des rites initiatiques et de garder le pouvoir sur les cadets.

Bibliographie

AKINDES Francis (2016). *Les grossesses en milieu scolaire en Côte d'Ivoire*, Ministère de l'Éducation Nationale, *Projet d'Urgence à l'Éducation de Base (PUAEB)*. Rapport final, Côte d'Ivoire, Abidjan, 218 pages.

BOURDIEU Pierre, PASSERON Jean-Claude (1964). *Les Héritiers*. Les étudiants et la culture, Paris, Minuit.

BOURDIEU Pierre (1994). « Stratégies de reproduction et modes de domination », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 105, p. 3-12

CISSE Rokhaya, FALL Abdou, JACQUEMIN Salam Mélanie (2017). « Adolescents en Afrique de l'Ouest et du centre » In : Vidal Laurent (coord.). *Renforcement de la recherche en sciences sociales en appui des priorités régionales du bureau Régional Afrique de l'Ouest et du centre de l'Unicef : analyses thématiques* Dakar (SEN) Dakar, IRD, Unicef, 15-36, https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-01/010071747.pdf consulté le 05/03/2020.

FRIEDMAN Asia (2019). « La perception : une approche en sociologie cognitive », *Éditions De La Maison Des Sciences De L'homme*, 161-192 <https://books.openedition.org/editionsmsmh/14415?lang=fr#:~:text=Au%20regard%20de%20la%20perception,rapidement%20les%20indices%20socialement%20pertinents> consulté le 05/03/2020.

GUIELLA Georges (2012). *Comportements sexuels des adolescents en Afrique subsaharienne : l'exemple du Burkina Faso, du Ghana, du Malawi et de l'Ouganda*. Thèse du grade de Philosophiae Doctor (Ph.D) en démographie, Université de Montréal Faculté des études supérieures et postdoctorales : Montréal.

GUILLAUME Agnès (2005). « *L'avortement provoqué en Afrique : un problème mal connu, lourd de conséquences* ». *Série Santé de la reproduction, fécondité et développement* », Document de recherche n°7, Laboratoire Population-Environnement-Développement, Unité de mixte de recherche IRD - Université de Provence 151, 24 pages.

JOUET LE PORS Michèle, (mardi 25 avril 2006). *La théorie des représentations sociales*, <https://www.cadredesante.com/spip/profession/recherche/La-theorie-des-representations> consulté le 05-03-2020.

JOURDAIN Anne, NAULIN Sidonie (2011). « Héritage et transmission dans la sociologie de Pierre Bourdieu, Idées économiques et sociales ». *Revue Idées Economiques et Sociales* 2011/4, Numéro 166, pp.6-14 <https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2011-4-page-6.htm> consulté le 05/03/2020.

KOUADIO M'Bra Kouakou Dieu-Donné (2015). « Analyse sémantique et idéologique de La maternité en pays baoulé-dohoun (Côte D'Ivoire) ». *European Scientific Journal*, volume 11, 139-152.

MENICK Mbassa (2016). « Impact de la culture dans la transmission des valeurs à l'enfant en pratiques éducative, familiale et sociale en Afrique ». *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence*, Volume 64, Issue 1, 36-45.

Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement technique, Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) (2013). Plan accéléré de réduction des grossesses à l'école (2013-2015) campagne zéro grossesse à l'école en Côte d'Ivoire).

UNFPA, Equilibres & Populations, septembre (2014). *Santé et Droits Sexuels et de la Procréation des adolescentes au Togo-Analyse des politiques et des programmes : opportunités et défis pour l'UNFPA*, 60 pages.

VODIENA Gabriel Nsakala, COPPIETERS Yves (2014). « L'approche promotion de la santé, une alternative stratégique pour la santé des adolescents en République Démocratique du Congo ? ». *Cairn info, revue santé publique*, volume 26, 89-98.

VODIENA Gabriel Nsakala, COPPIETERS Yves, LAPIKA Bruno Dimonfu, Patrick KALAMBAYI Kayembe, GOMIS Dominique et PIETTE Danielle (2012). « Perception des adolescents et jeunes en matière de santé sexuelle et reproductive, République Démocratique du Congo ». *Santé Publique* 2012/5, Volume 24, 403-415.

WAFO François (2015). *Problématique d'une éducation à la sexualité en milieu scolaire dans les pays d'Afrique Subsaharienne : l'exemple du Cameroun*. Thèse du grade de Doctor (Ph.D) en Éducation., Clermont-Ferrand II : Université Blaise Pascal, 365 pages.